

## Au Journal officiel du 17 au 23 mai 2014

### Au Journal officiel du 17 au 23 mai 2014

26/05/2014

### Au Journal officiel du 17 au 23 mai 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 17 mai 2014 :

- Décret n° 2014-488 du 15 mai 2014 portant adaptation du Code monétaire et financier au changement de statut de Mayotte et clarification du droit des chèques en outre-mer. - Modification du Code monétaire et financier et abrogation du décret n° 2011-358 du 30 mars 2011 ;
- Décret n° 2014-489 du 15 mai 2014 portant adaptation du Code monétaire et financier au changement de statut de Mayotte. - Modification du Code monétaire et financier ;
- Arrêté du 15 mai 2014 portant adaptation de l'arrêté du 7 novembre 2012 pris en application des articles R. 152-9, R. 721-6, R. 731-7, R. 741-9, R. 751-9 et R. 761-9 du Code monétaire et financier et des règlements du comité de la réglementation bancaire et financière au changement de statut de Mayotte. - Modification de l'arrêté du 7 novembre 2012 ;
- Décret n° 2014-493 du 16 mai 2014 relatif aux conditions d'ouverture du droit à la majoration des pensions de retraite de base des personnes non salariées des professions agricoles. - Modification du Code rural et de la pêche maritime ;
- Décret n° 2014-494 du 16 mai 2014 relatif au régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles. - Modification du Code rural et de la pêche maritime ;
- Décret n° 2014-495 du 16 mai 2014 relatif à l'application outre-mer du régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles. - Modification du Code rural et de la pêche maritime ;

Au JO du 18 mai 2014 :

- Décret n° 2014-497 du 16 mai 2014 relatif à la **délégation des certificats d'assurance ou autre garantie financière des navires**. - Modification du décret n° 97-1198 du 19 décembre 1998 ;
- Décret n° 2014-498 du 16 mai 2014 relatif à l'application de l'article L. 440-1 du Code monétaire et financier et aux pouvoirs de contrôle et d'enquête de l'Autorité des marchés financiers. - Modification du Code monétaire et financier.

Au JO du 20 mai 2014 :

- Décret n° 2014-503 du 19 mai 2014 relatif aux dotations de l'État aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales. - Modification du Code général des collectivités territoriales ;

Au JO du 21 mai 2014 :

· Décret n° 2014-504 du 19 mai 2014 relatif à **l'apurement administratif des comptes**. - Modification du Code des juridictions financières ;

· Décret n° 2014-506 du 19 mai 2014 modifiant l'article R. 743-140 du Code de commerce **relatif au tarif général des greffiers des tribunaux de commerce**. - Modification du Code de commerce. - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 3) ;

· Arrêté du 19 mai 2014 **fixant le barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles**. - Modification du Code général des impôts ;

· Arrêté du 9 mai 2014 autorisant le **traitement dénommé « plate-forme de signalement IGPN »**. - Voir également CNIL, délibération n° 2014-120 du 3 avril 2014 ;

· Arrêté du 12 mai 2014 relatif au **livret d'apprentissage des catégories A1, A2 et A du permis de conduire**. - Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2014 (cf. art. 4) ;

Au JO du 22 mai 2014 :

· Décret n° 2014-511 du 20 mai 2014 relatif aux titres de créances négociables - Modification du Code monétaire et financier ;

Et arrêté du 20 mai 2014 relatif aux titres de créances négociables - Modification de plusieurs textes non codifiés.

Au JO du 23 mai 2014 :

· Décret n° 2014-516 du 22 mai 2014 relatif aux modalités de liquidation et de recouvrement de la **cotisation maladie due par les personnes affiliées au régime général sur critère de résidence et à diverses dispositions relatives aux soins dispensés hors de France** - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 3) - Modification du Code de la sécurité sociale ;*

Et décret n° 2014-517 du 22 mai 2014 relatif au taux et aux modalités de calcul de la **cotisation maladie due par les personnes affiliées au régime général sur critère de résidence** - *Modification du Code de la sécurité sociale.*

La Rédaction Législation